



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1990 B 09217

Numéro SIREN : 378 009 831

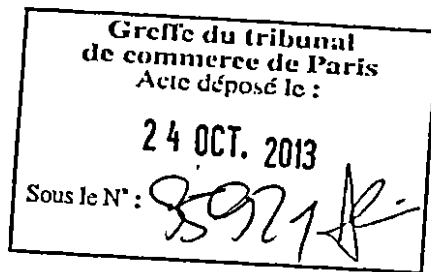
Nom ou dénomination : ARCADE AUDIT

Ce dépôt a été enregistré le 24/10/2013 sous le numéro de dépôt 95921



1309601603

DATE DEPOT : 2013-10-24
NUMERO DE DEPOT : 2013R095921
N° GESTION : 1990B09217
N° SIREN : 378009831
DENOMINATION : ARCADE AUDIT
ADRESSE : 26 R LA QUINTINIE 75015 PARIS
DATE D'ACTE : 2013/09/30
TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR
NATURE D'ACTE :



*Copie certifiée
conforme*

59217

STATUTS

Mise à jour par AGE du 30 septembre 2013

ARCADE AUDIT

Société à Responsabilité Limitée au capital de 15 000 Euros
Siège social : 26 rue La Quintinie 75015 PARIS

Article 1 : Forme

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant la profession de commissaire aux comptes et d'expert comptable, et par les présents statuts.

Article 2 : Dénomination

La société est dénommée: ARCADE AUDIT.

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société à Responsabilité Limitée ou des lettres S.A.R.L et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention "société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes" et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes ou la société est inscrite.

Article 3 : Objet

La société a pour objet, dans tous les pays, l'exercice des missions d'expert comptable et de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans les entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les

articles 2 et 22, septième alinéa de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Article 4 : Siège social

Le siège social est fixé à Paris 8ème, 34 rue de l'Arcade.

Mis à -jour par simple décision de la gérance en date du 28 avril 2000 :

Le siège social est fixé à Paris 15ème, 26 rue La Quintinie

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 : Durée

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 6 : Apports -Formation du capital

1) Apports en numéraire

-Bernard Raphaël LEFEVRE apport à la société

une somme en espèce de

25 000 francs

-Sydney CHARBIT apporte à la société

une somme en espèce de

25 000 francs

Soit un total égal au capital social de

50 000 francs

Cette somme de 50 000 (cinquante mille) francs a été, dès avant ce jour, déposée à la Banque Nationale de Paris, Agence Mac-Mahon Paris 17ème, à un compte ouvert au nom de la société en formation.

Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 7 : Capital social -Parts socialesMise à jour du 27 décembre 1991

- Vincent BEGUERIE, à concurrence de expert comptable et commissaire aux comptes inscrits portant les numéros 1 à 250 250 parts
- Sydney CHARBIT, à concurrence de portant les numéros 251 à 500 250 parts

Mise à jour du 7 mai 1992

- Sydney CHARBIT, à concurrence de portant les numéros 1 à 249 et 251 à 500 499 parts
- Frédérique BLOCH, à concurrence de expert comptable et commissaire aux comptes inscrits portant le numéro 250 1 part
- Total égal au nombre de parts composant le capital social 500 parts

Mise à jour du capital par AGE du 27 septembre 2002 :

1) Le capital social est fixé à 15 000 (quinze mille) Euros, divisé en 500 (cinq cent) parts de 30 (trente) Euros entièrement libérées, numérotées de 1 à 500 et attribuées en proportion de leurs apports ou achats respectifs, à savoir :

- Bernard Raphaël LEFEVRE, à concurrence de portant les numéros 1 à 250 250 parts
- Sydney CHARBIT, à concurrence de portant les numéros 251 à 500 250 parts
- Total égal au nombre de parts composant le capital social 500 parts

Mise à jour du 19 avril 2006

- Sydney CHARBIT, à concurrence de portant les numéros 1 à 500 500 parts

Mise à jour du 4 juillet 2008

- Sydney CHARBIT, à concurrence de portant les numéros 1 à 499 499 parts
- Patrick NAMMOUR, à concurrence de portant le numéro 1 1 part

Mise à jour du 3 septembre 2009

- Sydney CHARBIT, à concurrence de portant les numéros 1 à 498 498 parts
- Patrick NAMMOUR, à concurrence de portant le numéro 1 1 part
- Geneviève BRICE, à concurrence de portant le numéro 1 1 part

Mise à jour du 30 septembre 2013

- Sydney CHARBIT, à concurrence de portant les numéros 1 à 499	499 parts
- Patrick NAMMOUR, à concurrence de portant le numéro 1	1 part
Total égal au nombre de parts composant le capital social	500 parts

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social qui leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes libérées.

2) La société membre de l'Ordre communique annuellement au Conseil de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste (Ord. art. 7-1-6°). La liste des associés sera également communiquée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des Pouvoirs Publics et tous tiers intéressés.

3) Les trois quarts du capital et des droits de vote doivent être détenus par des Experts-Comptables, directement ou par l'intermédiaire d'une autre société inscrite à l'Ordre (Ord. art. 7-1-1°). Si une autre société inscrite à l'Ordre vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci n'entreront en ligne de compte, dans le calcul de cette quotité des trois quarts, que dans la proportion équivalente à celle des parts que les Experts-Comptables détiennent dans le capital de la société "mère".

"Les trois quarts du capital doivent être détenus par des commissaires aux comptes et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes. Lorsqu'une société de commissaires aux comptes a une participation dans le capital d'une autre société de commissaires aux comptes, les actionnaires ou associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de 25 % de l'ensemble du capital des deux sociétés " (L. 1966, art. 218)

Article 8: Augmentation ou réduction du capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction de capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

Article 9 : Responsabilité limitée des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables vis-à-vis des tiers, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

Article 10 : Indivisibilité et démembrement des parts sociales Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier

Article 11 : Transmission des parts

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit:

- d'un tiers
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

1) Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenues, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 7, 6^e de l'ordonnance du 19 septembre 1945, de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

2) Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert comptable ou d'un commissaire aux comptes associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le co-partageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global.

De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait l'application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3) Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4) Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

Article 12: Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 13: Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés Experts-Comptables ou commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantisements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut renoncer à ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 14: Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justification de leur présence, une feuille de présence est émarginée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 15 : Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associés ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figureraient son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 58 de la loi du 24 juillet 1966.

Article 16 : Année sociale

L'année sociale commence le 1er octobre et finit le 30 septembre.

Mise à jour de cet article par AGE du 20 septembre 1991, ci :

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre

Mise à jour de cet article par AGE du 30 juin 1999, ci :

L'année sociale commence le 1er octobre et finit le 30 septembre.

L'année sociale en cours aura donc une durée de neuf mois jusqu' au 30 septembre 1999.

Article 17 : Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 18 : Contestations

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du président de l'Ordre ou de celui de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes, selon l'objet du litige.

En cas de contestation soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires.

Les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage, selon leur choix, soit du président du Conseil Régional de l'Ordre des experts comptables, soit du président de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes.

Article 19: Premier exercice social -jouissance de la personnalité morale

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis cette immatriculation jusqu'au 31 décembre 1991. Les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

L'état des actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

En outre la gérance est expressément autorisée à passer et à souscrire, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements suivants entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social.

Ces engagements seront également repris par la société, du seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 13 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée générale ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 20 : Nomination du premier gérant et éventuellement des premiers Commissaires aux Comptes

Le premier gérant de la société, nommé jusqu'à la prochaine assemblée ordinaire approuvant les comptes de l'exercice est :

-Bernard Raphaël LEFEVRE
demeurant 15 rue des Cerisiers -78290 Croissy sur Seine

Le co-gérant de la société, nommé jusqu'à la prochaine assemblée ordinaire approuvant les comptes de l'exercice est :

-Sydney CHARBIT
demeurant 11 bis rue des Chéneaux 92300 Sceaux

Mise à jour du 27 Décembre 1991

Le premier gérant de la société, nommé jusqu'à la prochaine assemblée ordinaire approuvant les comptes de l'exercice est :

-Sydney CHARBIT
demeurant 11 bis rue des Chéneaux 92300 Sceaux

Le co-gérant de la société, nommé jusqu'à la prochaine assemblée ordinaire est :

-Vincent BEGUERIE
demeurant 104 rue des Dames -75017 Paris

Mise à jour par AGE du 7 Mai 1992

Le gérant unique de la société, nommé jusqu'à la prochaine assemblée ordinaire approuvant les comptes de l'exercice est :

-Sydney CHARBIT
demeurant 11 bis rue des Chéneaux 92300 Sceaux

La gérance ainsi nommée est tenue de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Article 21 : Publicité -Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et spécialement à Bernard Raphaël LEFEVRE ou Sydney CHARBIT à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Article 22 : Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

Fait à Paris

Le 30 septembre 2013

En 2 originaux dont un pour être déposé au siège social, et les autres pour l'exécution des formalités d'entreprises.



1309601602

DATE DEPOT : 2013-10-24

NUMERO DE DEPOT : 2013R095921

N° GESTION : 1990B09217

N° SIREN : 378009831

DENOMINATION : ARCADE AUDIT

ADRESSE : 26 R LA QUINTINIE 75015 PARIS

DATE D'ACTE : 2013/09/30

TYPE D'ACTE : PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

NATURE D'ACTE : MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

R

ARCADE AUDIT
Société à Responsabilité Limitée au Capital de 15 000 Euros
Siège social : 26, rue La Quintinie - 75015 PARIS
RCS : PARIS B 378 009 831

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 30 septembre 2013**

L'an deux mil treize, et le 30 septembre, à onze heures.

Convoqués par lettre remise en mains propres :

Monsieur Sydney CHARBIT, gérant, détenteur de 498 parts, préside la séance.

Monsieur Patrick NAMMOUR, associé, détenteur d'une part sociale, est présent

Puis, le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Ratification d'une cession de part sociale.

Première résolution

L'assemblée générale ratifie la cession d'une part réalisée par Madame Geneviève BRICE associée au profit de Monsieur Sydney CHARBIT.

Monsieur Patrick NAMMOUR, ayant pris connaissance à bonne date du projet d'acte de cession, sera également intervenant à cet acte

En conséquence, l'assemblée modifie l'article 7 des statuts de la manière suivante :

- Monsieur Sydney CHARBIT	499 parts
- Monsieur Patrick NAMMOUR	1 part

Total égal au nombre de parts composant le capital social 500 parts

Cette résolution est adoptée à la majorité.

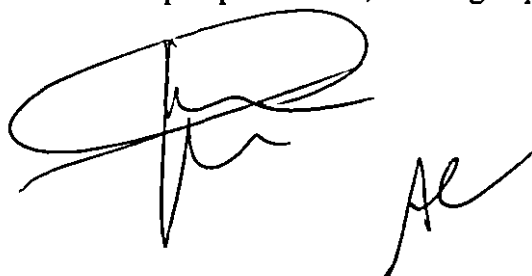
Deuxième résolution

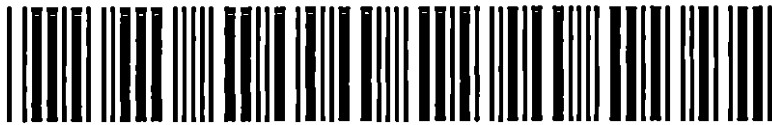
L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui après lecture, a été signé par le gérant et l'associé.





1309601601

DATE DEPOT : 2013-10-24
NUMERO DE DEPOT : 2013R095921
N° GESTION : 1990B09217
N° SIREN : 378009831
DENOMINATION : ARCADE AUDIT
ADRESSE : 26 R LA QUINTINIE 75015 PARIS
DATE D'ACTE : 2013/09/25
TYPE D'ACTE : ACTE SOUS SEING PRIVE
NATURE D'ACTE : CESSION DE PARTS

AD 25/09/13 BH
PF 30/09/13 JJ
06 —

CESSION DE PARTS SOCIALES

559217

Grefle du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
24 OCT. 2013
Sous le N° : 559217

Madame BRICE G nevi ve,
(ei-après le "le Cédant")
n e le 15 janvier 1960,   Tuléar (MADAGASCAR),
de nationalité Française,
demeurant 12, rue Léon Lhermitte – 02400 CHATEAU-THIERRY

Monsieur BRICE Julien,
n e le 16 février 1960 , à Fort-de France (MARTINIQUE),
de nationalité Française,
demeurant 12, rue Léon Lhermitte – 02400 CHATEAU-THIERRY

mariés sous le régime de séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par
Maître Pierre-Henri FAURE, notaire à Créteil 94000, le 30 mai 2008, préalablement à leur union
célébrée le 28 juin 2008   Créteil 94000, ce régime n'ayant subi aucune modification depuis.

Et

Monsieur CHARBIT Sydney,
n e le 1er Novembre 1955,   ORAN (Algérie),
de nationalité Française,
demeurant ensemble 15 rue de Dantzig 75015 PARIS,

Madame CHARBIT Martine,
n e le 8 Octobre 1954,   ORAN (Algérie),
de nationalité Française,
demeurant ensemble 15 rue de Dantzig 75015 PARIS,
mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de Contrat de mariage préalable à leur union
célébrée le 12 novembre 1982 à Villeneuve le Roi 94290, ce régime n'ayant subi aucune modification depuis.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Aux termes de statuts en date du 10 avril 1990 à Paris, enregistrés à Paris le 25 juin 1990, ainsi que de
divers autres actes, il existe une Société à responsabilité limitée dénommée **ARCADE AUDIT**, au capital de

Ed 4869

Enregistré   : **POLB ENREGISTREMENT DE PARIS 15EME**
Le 21/10/2013 Bordenau n 2013/K05 Case n 8

Enregistrement : 47   Pénalisés :
Total liquidé : quarante-sept euros
Montant roya : quarante-sept euros
L'Agent administratif des finances publiques

Yves TOURIN
Agent des Finances Publiques

ORIGINAL

[Handwritten signatures]

15 000 euros, divisé en 500 parts sociales de Valeur nominale 30 euros chacune, dont le siège est à Paris – 75015 26, rue La Quintinie, et qui a pour objet :

Société de Commissariat aux Comptes, et d'Expertise Comptable.

I. CESSION DE PARTS

Par les présentes, *Geneviève BRICE*, soussignée de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à *Sydney CHARBIT*, soussigné de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de 1 part sociale lui appartenant de la Société ARCADE AUDIT.

II. PROPRIETE JOUISSANCE

Le Cessionnaire sera propriétaire de la part cédée et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, le Cessionnaire aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

III. PRIX MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 1 600 euros la part, soit au total 1 600 euros pour la part cédée, laquelle somme a été payée comptant, ce jour, au moyen de la remise d'un chèque N° sur la banque par le Cessionnaire au Cédant, qui lui en donne bonne et valable quittance

Dont quittance,

IV. AGREMENT DES ASSOCIES

La procédure d'agrément du Cessionnaire par l'autre associé Monsieur Patrick NAMMOUR a été respectée et ce dernier est intervenant à cet acte.

V. ORIGINE DE PROPRIETE

La part cédée dépend d'une acquisition à titre onéreux le 30/9/2009 de Madame Geneviève BRICE à Monsieur Sydney CHARBIT, enregistrée le 4/11/2009.

VI. DECLARATIONS GENERALES

I. Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture;
- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Le soussigné de première part déclare :

– qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires de la part cédée, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;



- que la part cédée est libre de tout nantissement ou promesse de nantissement ;
- et que la Société dont la part est présentement cédée n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

VII. FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

VIII. ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts, et qu'elle n'est pas à prépondérance immobilière,
- et que la Société dont la part est présentement cédée est soumise à l'impôt sur les sociétés,
- que le nombre total de parts de la société est de 500 parts sociales,

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 5%, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

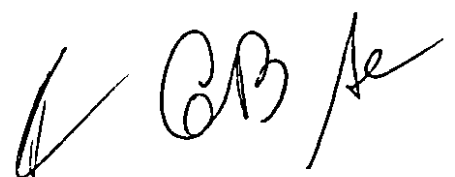
IX. FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à *Paris*

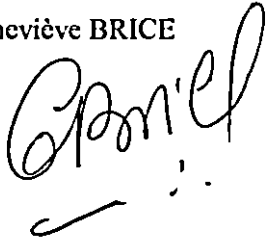
Le *25 Septembre 2013*.

En *4* exemplaires.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'CB' followed by a flourish.

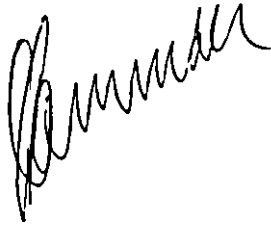
Le Cédant

Geneviève BRICE



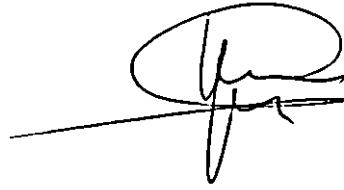
Patrick NAMMOUR

Associé



Le Cessionnaire

Sydney CHARBIT



Martine CHARBIT

